



Berlin Eco

NUMERO 13

© DG Trésor

13 mai 2020

ACTUALITE ECONOMIQUE

ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

Dans ses [perspectives économiques de printemps](#), la Commission européenne table sur une croissance du PIB allemand de **-6,5 % en 2020** (-7,6 points par rapport à l'estimation d'hiver), soit la pire récession depuis la deuxième guerre mondiale. Une reprise modérée de l'activité économique à partir du deuxième semestre est attendue. L'importante action budgétaire de l'Etat permettrait d'éviter une récession plus grave suite à la crise du Covid-19. Pour 2021, la Commission projette une croissance de 5,9 %.

Selon l'[IfW Kiel](#), la valeur ajoutée en Allemagne a chuté de **15 à 20 % entre le 23 mars et le 19 avril 2020** (i.e. période de « *hard lockdown* »). En outre, la production industrielle se serait stabilisée et se situerait actuellement 10 à 12 % en-dessous de ses capacités. L'institut s'est basé sur la consommation d'électricité pour ses estimations.

Selon Destatis, la [production](#) (secteurs industriel, énergétique et construction) a chuté de **9,2 % en mars 2020 par rapport au mois précédent** (-11,6 % en comparaison annuelle), soit le plus fort recul depuis le début de la série en 1991. Dans le détail, les productions de biens d'investissement, de consommation et intermédiaires baissent de respectivement 16,5 %, 7,5 % et 7,4 % ; la plus forte contraction dans le secteur industriel concerne la production automobile avec une baisse de 31,1 %. La production d'énergie baisse de 6,4 %, tandis que le secteur de la construction gagne 1,8 %. L'Office fédéral statistique annonce également que les [exportations](#) ont reculé de **11,8 % et les importations de 5,1 % en mars 2020 par rapport au mois précédent** (respectivement -7,9 % et -4,5 % en comparaison annuelle). L'excédent courant s'établit à 24,4 Md€, contre 30,9 Md€ en mars 2019.

POLITIQUE BUDGETAIRE

L'[ifo](#) préconise une baisse de l'endettement public avec un retour du frein à la dette dès la fin de la crise Covid-19. Selon les estimations de l'institut, le Bund devra contenir son déficit entre 1,5 et 4,1 % de PIB sur les années à venir pour pouvoir faire face au poids du vieillissement démographique à long-terme, indépendamment de la crise Corona et de la baisse de croissance.

L'[IfW Kiel](#) estime au contraire que la hausse de la dette publique allemande n'est pas particulièrement problématique : (i) des données historiques montrent que des endettements rapides ne provoquent pas nécessairement une hausse des taux d'intérêt ; (ii) les taux d'intérêt sont à leur plus bas niveau depuis 700 ans ; (iii) l'Allemagne a une situation budgétaire suffisamment solide. L'institut insiste bien plus sur le risque de divergence au sein de la zone euro et la nécessité de préserver l'attractivité de la région pour les investisseurs ce qui passe par une coordination internationale « rapide et résolue ».



POLITIQUES SOCIALES

Selon une enquête de [l'ifo](#), près d'une entreprise sur 5 **licencie** ou ne prolonge pas le contrat à durée déterminée de salariés. Dans certains secteurs, plus de la moitié des entreprises est concernée, comme la gastronomie (58 %), l'hôtellerie (50 %), le secteur intérimaire (57 %), les agences de voyage (43 %) l'étant un peu moins. Le sud de l'Allemagne est plus touché (notamment le Bade-Wurtemberg avec 22 % versus 18% pour l'Allemagne entière ou 14 % à l'Est).

Selon une étude de [l'IAB](#), les plus **grands freins à la propagation de la pandémie** ont été en Allemagne la fermeture des écoles et des crèches (-7,8 points du taux de croissance du nombre de personnes infectées), suivi des restrictions de mouvement (-5,0 %) et des manifestations sportives (-3,4 %). La fermeture des commerces de détail, de la restauration-Hôtellerie et des salons de coiffure n'aurait pas eu d'effets significatifs. L'institut se dit ainsi confiant quant à la réouverture des services.

Selon des informations du quotidien [Tagesspiegel](#), les **caisses maladie du régime général** tableraient sur un déficit de 14,1 à 14,6 Md€ en 2020 en raison des baisses de recettes de cotisations et des hausses des dépenses santé. Les caisses réclament une hausse de la subvention publique annuelle allouée par le Bund. Sans relèvement de l'aide, le taux de cotisation supplémentaire pourrait doubler, de 1,1 % actuellement à 2,2%.

ACTUALITE FINANCIERE

MARCHES FINANCIERS

Le nouvel index [Dax ESG 50](#) lancé début mars par Deutsche Börse, qui exclut les entreprises des secteurs de l'armement, du tabac, de l'énergie nucléaire et du charbon, pourrait à l'avenir remplacer l'index de référence DAX. Depuis fin avril, il est possible d'investir dans un fonds indiciel qui suit l'évolution du DAX ESG 50, l'ETF « [Lyxor 1 DAX® 50 ESG](#) ».

REGULATION FINANCIERE

La [Bundesbank](#) encourage les banques allemandes à pratiquer des examens collectifs (*Pooled Audits*) pour réaliser l'audit interne (*Revisionspflicht*) de leurs gérants américains de cloud. Cette possibilité, déjà inscrite dans la circulaire de la *BaFin* relative aux exigences minimales pour la gestion des risques (*MaRisk*), gagnerait à être systématiquement utilisée par les établissements de crédit qui transfèrent de plus en plus leurs activités informatiques, estime J. Wuermeling, membre du directoire.

BANQUES ET ASSURANCES

Les pertes après impôt de [Commerzbank](#) s'élèvent, pour le T1 2020, à -295 M€ (+122 M€ au T1 2019). La crise covid-19 a pesé pour 185 M€ de provisions pour risques supplémentaires qui ont ainsi quadruplé par rapport au T1 2019 en atteignant 326 M€. Pour l'ensemble de l'année, elle prévoit un volume de provisions pour risques entre 1 et 1,4 Md€. Le produit net d'intérêt et les commissions ont, quant à eux, progressé de 10 % par rapport au T1 2019 et le ratio CET 1 ne passe de 13,4 % (T1 2019) à 13,2 % (T1 2020). Par ailleurs, [Commerzbank](#) a renoncé à la vente de sa participation de 69,3 % dans sa filiale polonaise mBank. Dans le contexte de crise, aucune proposition satisfaisante de rachat n'a pu être trouvée. A cette annonce le prix de l'action a perdu 1,3 %, la question étant maintenant de savoir comment la banque va financer sa stratégie qui s'appuyait sur les produits de la vente de mBank, estimés à 2 Md€.

La [fédération des banques hypothécaires](#) (*Pfandbriefbanken*), VDP, a mis en place un modèle de moratoire similaire à celui introduit par le gouvernement en faveur des particuliers (cf. BE n°8 et10), conforme aux lignes directrices de l'EBA du 2 avril et approuvé par la *BaFin*. Les banques membres du



VDP qui signent ce moratoire peuvent proposer à leurs clients un report de six mois de remboursement de leurs prêts commerciaux (report uniquement du capital, les intérêts restant dus).

45 % des bâtiments d'habitation en Allemagne étaient couverts par une **assurance « catastrophes naturelles »** en 2019, ([chiffres GDV](#)). Les différences régionales sont importantes : dans le Bade-Wurtemberg, la couverture atteint 94 %, car l'assurance y était obligatoire jusqu'en 1993, à Brême et à Hambourg, elle n'atteint respectivement que 22 et 27 %. Elle est en croissance régulière (+ 4 points de pourcentage par rapport à 2019).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville
Service Économique de Berlin
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :
Pariser Platz 5
10117 Berlin
Twitter: @FRTresor_Berlin

Rédigé par : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Antoine Guilleman, Lucie Petit et Laurence Rambert
Revu par : Catherine Rozan

Version du 13 mai 2020